



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Gestion optimisée des ressources publiques : lignes directrices à l'usage des parlementaires pour la budgétisation des Objectifs de développement durable



© Union interparlementaire (UIP), 2021

Cette publication peut être reproduite, en partie ou en totalité, à des fins strictement personnelles et non commerciales, à condition que le copyright et la source soient cités et qu'aucune modification ne soit apportée. L'Union interparlementaire doit néanmoins être informée de toute utilisation du contenu de cette publication.

ISBN 978-92-9142-810-6

Couverture: Jeune réfugiée rohingya devant son abri au Bangladesh. La distribution de bouteilles de gaz permet d'améliorer les conditions de vie des réfugiés vivant dans les camps.
© UNHCR/Kamrul Hasan

Traduction: Christian Jasinski

Mise en pages: Philippe Boisson, Graphisme

Impression: Courand et Associés

Table des matières

Remerciements	4
Quelques mots sur ces lignes directrices	5
Liste des acronymes	6
Introduction	7
Section 1 – Orienter au maximum les flux existants de revenus vers les ODD	8
Défis actuels et actions parlementaires potentielles	8
• Réfléchir à la viabilité de la dette	10
• Comprendre l'Aide publique au développement	11
• Lutter contre les Flux financiers illicites	11
Section 2 – Orienter au maximum les dépenses budgétaires vers les ODD	13
Concepts clés	13
Défis actuels et actions parlementaires potentielles	14
• Faire face à de difficiles compromis politiques	14
• Éliminer les gaspillages financiers	15
• Comblar les lacunes dans la législation	15
• Trouver des données ventilées pour faciliter l'établissement du budget	16
Section 3 – Effectuer un suivi des ODD dans tout le processus budgétaire	18
Concepts clés	18
Défis actuels et actions parlementaires potentielles	20
• Tenir compte d'une transparence moindre et d'un principe de responsabilité limité du gouvernement	20
• Intégrer les ODD dans les stratégies nationales de développement durable	21
• Mettre en adéquation les budgets nationaux avec les ODD	22
• Trouver l'information sur l'avancement des ODD pour optimiser l'audit budgétaire	23
Conclusion – Renforcer le rôle des parlements et des parlementaires en matière de financement des ODD	25
Liste des encadrés	26
Liste des exemples	26
Références	27

Remerciements

La présente publication a été préparée par l'Union interparlementaire (UIP). Ces lignes directrices ont été rédigées par Kristen Heim sous la supervision d'Aleksandra Blagojevic, Karlee Johnson, Sara Libera Zanetti et Isabel Obadiaru, à l'UIP.

L'équipe de rédaction souhaite remercier les collègues dont les compétences et les contributions ont permis d'élaborer le présent document, en particulier Kareen Jabre et Zeina Hilal, à l'UIP, et Thomas Beloe, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Un grand merci à Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, pour ses conseils.

L'UIP remercie aussi chaleureusement l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) pour le soutien financier apporté à la réalisation de cette publication.

L'Union interparlementaire (UIP) est l'organisation mondiale des parlements nationaux. Elle prône une gouvernance, des institutions et des valeurs démocratiques, et travaille avec les parlements et les parlementaires à préciser les besoins et aspirations des peuples et à y répondre. L'UIP œuvre en faveur de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des jeunes et du développement durable par le biais du dialogue politique, de la coopération et de l'action parlementaire.

www.ipu.org/fr

Quelques mots sur ces lignes directrices

Les parlementaires ont un rôle clé à jouer dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), notamment pour s'assurer que les financements et les ressources sont efficacement investis dans ce but. Outre la responsabilité de traduire les ODD dans la législation et de suivre leur mise en œuvre, les parlementaires doivent adopter des budgets nationaux qui répondent aux besoins des hommes, des femmes et des plus vulnérables, veiller à ce que le gouvernement rende des comptes sur la manière dont les ressources sont utilisées, et s'assurer que celui-ci respecte les engagements qu'il a pris sur les plans national et international. Les parlementaires doivent prôner une intégration totale et cohérente des ODD dans les budgets.

Bien que les parlements prennent de plus en plus conscience de leur rôle en matière de financement des ODD, les ressources et les orientations actuelles concernent surtout les actions requises de la part du gouvernement et d'autres acteurs, par exemple les investisseurs du secteur privé, et on n'insiste pas assez sur le fait que les parlementaires doivent disposer des connaissances et des capacités nécessaires dans ce domaine. Tirer le meilleur parti de ressources publiques limitées requiert une analyse approfondie des pratiques budgétaires du pays et une communication régulière avec tous les acteurs concernés. Il est essentiel que les parlementaires comprennent les sources de financement disponibles dans leur pays et prennent le temps de réfléchir aux différentes stratégies permettant de les hiérarchiser au mieux, que les ressources financières soient immédiatement disponibles ou qu'elles soient rares.

Ces lignes directrices visent à combler cette lacune en faisant mieux comprendre aux parlementaires les questions liées à la budgétisation, au suivi et aux choix politiques en matière d'Objectifs de développement durable (ODD). Cette publication donne des informations sur des sujets clés de budgétisation des ODD et sur les défis actuels en la matière, et elle identifie des actions concrètes pouvant être effectuées par les parlementaires pour réaliser les objectifs exposés dans le Programme 2030 pour le développement durable (le Programme 2030).

La **section 1** encourage les parlementaires à examiner attentivement les ressources mobilisées pour les budgets nationaux et à optimiser les flux existants de revenus en faveur des ODD.

La **section 2** analyse comment les parlementaires peuvent tirer le meilleur parti des crédits budgétaires afin que ceux-ci soient utilisés de manière stratégique et cohérente.

La **section 3** présente les concepts fondamentaux de transparence et de reddition de comptes dans le contexte des ODD, elle donne un aperçu de la manière dont les parlementaires peuvent évaluer le processus d'élaboration des politiques relatives aux ODD et ses résultats, notamment en prônant des réformes réalisables du processus budgétaire. Chaque section se termine par quelques questions pouvant être discutées avec des collègues parlementaires, que ce soit nationalement ou à l'étranger.

Liste des acronymes

APD	Aide publique au développement
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
CBMT	Cadre de budgétisation à moyen terme
CPDD	Cohérence des politiques pour le développement durable
FFI	Flux financiers illicites
IANZ	Indicators Aotearoa New Zealand
ISC	Institution supérieure de contrôle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

Introduction

En septembre 2015, les États membres de l'ONU se sont engagés à mettre en œuvre le Programme 2030, plan de transformation destiné à façonner un avenir meilleur, dans les domaines environnemental, social et économique, pour les 15 années à venir¹. Il s'agit d'une approche centrée sur l'humain qui vise à ne laisser personne de côté, tout en protégeant la planète. Le Programme 2030 permet aux responsables politiques de mettre à profit les connaissances que nous avons sur la création d'un monde durable afin de les traduire en mesures concrètes. Les parlementaires, en particulier, jouent un rôle essentiel, car ils s'assurent que le gouvernement respecte ses plans et ses promesses en matière de réalisation des ODD, que ce soit pour les citoyens ou pour la communauté internationale.

Si la feuille de route des ODD est claire, les objectifs et les cibles sont quant à eux ambitieux. Ils nécessitent non seulement des investissements financiers substantiels, mais également, dans bien des pays, une transformation sociétale de grande ampleur. Il faudra s'appuyer sur l'engagement et les efforts collectifs des citoyens, des responsables politiques, du secteur privé, des scientifiques et de beaucoup d'autres acteurs pour réaliser les ODD au cours de cette Décennie d'action (2020–2030). Les parlementaires jouent également un rôle crucial pour que les ODD restent prioritaires parmi les préoccupations politiques, en organisant des débats, en posant des questions délicates, en mobilisant les citoyens et en façonnant l'opinion publique.

Le rôle du parlement est même encore plus important en période d'incertitude et de difficultés financières, comme celle que nous traversons actuellement. Avec la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont dû faire face à une flambée d'exigences politiques et budgétaires devant être immédiatement traitées. Les conséquences à long terme de ces mesures doivent toutefois être également prises en compte. Les parlementaires, par une action mûrement réfléchie portant sur le processus budgétaire, peuvent faire en sorte que ces stratégies intègrent les valeurs nationales et que le développement durable occupe une place centrale.

Le Programme 2030 est l'occasion de « reconstruire en mieux », de retrouver une activité économique et de s'écarter des anciens schémas porteurs de préjudices pour l'environnement et d'inégalités dans le développement économique et social². La tâche actuelle des gouvernements est de tirer le meilleur parti des ressources existantes et de s'assurer que les finances publiques sont gérées au mieux.

La majeure partie de l'apport des parlements n'induit généralement qu'un coût supplémentaire minime. Les actions parlementaires présentées dans ce document peuvent potentiellement accroître l'enveloppe budgétaire nationale existante et encourager les politiques en faveur d'un monde plus équitable, durable et inclusif. Le choix d'un avenir meilleur est, à bien des égards, dans les mains des parlements.

Encadré 1

Privilégier le thème du développement durable dans l'opinion publique

En avril 2020, le Réseau des Nations Unies des solutions pour le développement durable a mené une enquête sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD et sur les défis majeurs restants. Globalement, les participants ont estimé que le monde n'était pas sur la bonne voie pour réaliser les ODD. Ils ont également répondu que les gouvernements n'avaient que peu progressé sur les questions environnementales et que les avancées les plus importantes concernaient la numérisation dans le cadre du développement durable.

Les participants ont également identifié trois défis majeurs à affronter pour réaliser les ODD :

- manque de volonté politique pour mettre en œuvre le Programme 2030,
- faibles niveaux de sensibilisation aux ODD chez les responsables politiques et la population,
- vision à court terme chez les responsables politiques et accent mis sur la réponse aux questions immédiates au lieu des objectifs durables à long terme³.

1 Nations Unies (2015b).

2 Nations Unies (2020c), Sachs, J. etc. (2020).

3 Sachs, J. etc. (2020), p. 53.



Ankara (Turquie). Le 18 décembre 2020, des députés votent après que le Parlement turc a approuvé le budget national 2021 dans le cadre d'une session exceptionnellement longue (12 jours). © Metin Aktas/ Anadolu Agency via AFP

Section 1

Orienter au maximum les flux existants de revenus vers les ODD

Pour rattraper les insuffisances de financement des ODD provoquées par la crise économique actuelle, il faudra créer de nouvelles sources de recettes publiques. Cela étant, il est également possible de répondre à cette carence en s'assurant que les ressources existantes sont disponibles et utilisées efficacement dans l'intérêt général. Pour cela, il faut réduire les gaspillages et la mauvaise utilisation des fonds, et combler le fossé en matière de revenus déclarés dans les textes budgétaires eux-mêmes. La portée des budgets limités peut être optimisée par une meilleure efficacité et une plus grande transparence.

Le Programme d'action d'Addis-Abeba, adopté lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, en 2015, donne des orientations sur la manière de renforcer les sources de revenus nationales et internationales en vue de financer le Programme 2030. Cette section examine brièvement certains des points clés de ce document pour les parlementaires cherchant à optimiser les flux existants de revenus en faveur d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux durables⁴.

Défis actuels et actions parlementaires potentielles

Les gouvernements ont à leur disposition divers flux de revenus, chacun présentant ses propres problèmes. Dans la plupart des pays, ce sont les recettes fiscales qui constituent la principale source de revenu. Il s'agit par exemple d'impôts directs (c'est-à-dire d'impôts sur le revenu personnel des citoyens) ou bien d'impôts indirects (la forme la plus courante étant la taxe à

⁴ Les parlementaires doivent également contrôler un éventail beaucoup plus grand de politiques publiques influant sur la capacité du pays à mobiliser les ressources nécessaires pour financer le Programme 2030. Bien que ces points ne soient pas abordés dans le présent document, on peut citer des exemples comme la réglementation nationale des secteurs privé et financier, les politiques en matière d'envois de fonds et d'investissements étrangers directs, ainsi que les partenariats publics-privés.

la valeur ajoutée, que les gouvernements appliquent sur certains biens et services en vue de générer des revenus et d'orienter le comportement des consommateurs).

Si l'imposition représente la source de revenu la plus stable pour les gouvernements, elle suppose des systèmes de collecte efficaces, notamment des mécanismes réglementaires et d'application robustes. La politique fiscale doit également être équitable, en garantissant que les catégories de population les plus pauvres n'en pâtissent pas. Dans le monde, beaucoup de failles et d'avantages fiscaux continuent d'accroître les inégalités de revenus et de profiter de manière disproportionnée aux plus riches⁵.

Parallèlement, les citoyens doivent respecter la réglementation. La fraude fiscale est illégale et, dans certains cas, les citoyens refusent simplement de payer les impôts. Dans d'autres cas, certains peuvent placer leurs revenus dans des paradis fiscaux (des pays qui ne communiquent pas librement les informations financières aux autres pays). Les multinationales sont également soumises à l'impôt. Quand les entreprises ne paient pas d'impôt, on appelle cela l'optimisation fiscale. D'après de récentes recherches, les gouvernements perdent 500–650 milliards d'USD par an à la suite de l'optimisation fiscale pratiquée par les entreprises⁶. Ce phénomène a également un effet négatif sur la stabilité financière des économies émergentes, en accroissant les monopoles et en évinçant du marché les petites et moyennes entreprises⁷.

Les parlementaires peuvent examiner la fiscalité existante en vue d'en éliminer les failles en matière de politiques fiscales nationales et d'accords fiscaux avec d'autres pays. Cela permettra d'éviter de perdre des recettes fiscales émanant des particuliers comme des entreprises, d'accroître une transparence bien nécessaire au secteur financier et de pouvoir demander des comptes à ceux qui sont responsables. Une analyse de la politique fiscale d'un pays permet également de mieux s'assurer que les plus pauvres et vulnérables ne sont pas injustement pénalisés par le système fiscal.

Exemple 1

La Colombie applique les revenus de la taxe carbone aux Objectifs de développement durable

La Colombie a mis en place une taxe carbone en 2016 afin de générer des revenus pour son nouveau programme de développement. Cette taxe a permis de collecter 161 millions d'USD la première année et on estime qu'elle a directement réduit les émissions polluantes du pays de 1 pour cent en 2017. Les revenus sont affectés au fonds Columbia in Peace, qui soutient les projets environnementaux durables dans les zones nationales sortant d'un conflit. Ce mécanisme permet également aux émetteurs de carbone d'appliquer des crédits d'impôt, afin de respecter leurs obligations fiscales, sous la forme de projets de développement sobres en carbone en adéquation avec les priorités nationales⁸.

Encadré 2

Prendre en compte le lien entre le genre et l'impôt

Même avant la pandémie, les femmes de 89 pays passaient en moyenne environ trois fois plus d'heures en tâches ménagères et en travaux de soins que les hommes, et les femmes ayant de jeunes enfants à la maison consacraient encore plus de temps à des travaux non rémunérés⁹. Lorsque les femmes effectuent des travaux non rémunérés au lieu d'entrer sur le marché du travail formel, les gouvernements perdent des revenus fiscaux potentiels. Ce problème est amplifié dans les pays en développement, où il existe un grand marché du travail informel pour les femmes. En outre, dans certains pays, les femmes des ménages à double revenu qui entrent sur le marché du travail formel restent considérées comme gagnant un revenu secondaire, ce qui signifie qu'elles sont taxées à un taux plus élevé que dans le cas d'un revenu primaire (le plus souvent les hommes).

5 Shaxson, N. (2019).

6 Ibid.

7 Ibid.

8 Banque mondiale (2019), p. 38.

9 Nations Unies (2020c), p. 36.

Bien que ce taux d'imposition supérieur puisse paraître positif pour les budgets publics, le fardeau fiscal disproportionné supporté par les revenus secondaires peut décourager les femmes de rester sur le marché du travail formel. L'accroissement de la demande en matière de scolarisation à distance, de travaux de soins et de tâches ménagères pendant la pandémie peut inciter davantage de femmes gagnant un revenu secondaire à quitter leur emploi, ce qui renforce l'idée que le rôle des femmes est de prendre en charge les travaux non rémunérés. Pour éviter de conforter involontairement les préjugés sexistes par le biais du régime fiscal, les parlementaires peuvent soutenir les politiques fiscales incitant davantage de femmes à rejoindre le marché du travail formel. Cela permettra de réduire les inégalités de genre et d'accroître les revenus du gouvernement¹⁰.

Exemple 2

L'Afrique du Sud met en œuvre des taxes liées à la santé pour accroître ses revenus

Ces taxes servent à générer un revenu pour le gouvernement, mais également à mieux orienter le comportement de la population. Les taxes liées à la santé portent sur des produits comme le tabac, l'alcool, le sucre et les énergies fossiles, tous ces éléments ayant un effet négatif sur la santé de la population. La taxation de ces produits améliore la santé des populations et génère des revenus pour le budget, ceux-ci pouvant servir à réaliser des objectifs comme la couverture sanitaire universelle, conformément à l'ODD 3 (« Bonne santé et bien-être »).

En 2018, l'Afrique du Sud a mis en place une taxe sur les boissons édulcorées en fonction de leur teneur en sucre. Les taxes de ce type peuvent réduire les problèmes liés à l'obésité, aux diabètes de type 2, aux maladies cardiaques et aux caries dentaires. Cette taxe a sensibilisé la population aux conséquences sanitaires négatives de la consommation de sucre et a incité les producteurs de boissons à reformuler leurs produits. Au cours de sa première année, elle a permis de générer 214 millions d'USD¹¹.

Réfléchir à la viabilité de la dette

Les prêts représentent également une source de revenus sur laquelle s'appuient les gouvernements, en empruntant de l'argent à court et long termes afin d'absorber la différence entre recettes et dépenses. Ils peuvent aussi se servir de prêts pour payer les intérêts des encours de dette. La dette publique est généralement exprimée sous la forme d'un pourcentage du Produit intérieur brut (PIB), car on part du principe qu'avec la croissance de l'économie d'un pays, la capacité de son gouvernement à rembourser sa dette croît également. Toutefois, la lenteur de la croissance économique et d'autres difficultés font que de nombreux pays en développement ont du mal à rembourser leur dette : on estime que, avant même la pandémie, la moitié des pays les moins avancés et d'autres à faible revenu couraient un grand risque de surendettement, voire étaient déjà surendettés. En outre, le marasme économique provoqué par la COVID-19 a entraîné une augmentation des emprunts : selon les données disponibles, les montants versés au titre du service de la dette devaient dépasser 25 pour cent des recettes fiscales, en 2020, dans plus de la moitié des pays en développement, et être supérieur à 40 pour cent dans un quart de ceux-ci¹².

Une dette trop importante risque de saper la stabilité politique et économique, d'affaiblir la monnaie nationale, de limiter la croissance économique, de remettre en cause la capacité d'emprunt du gouvernement et d'aggraver le chômage. Il existe plusieurs manières d'alléger la dette publique, notamment par une imposition supérieure et une réduction des dépenses. Certains pays ont même imposé des limites au montant pouvant être emprunté par le gouvernement sans autorisation du parlement. Toutefois, pour que les parlementaires puissent éviter tout surendettement futur, il faut qu'ils restent bien informés. Les parlementaires peuvent demander des informations à leur gouvernement sur la dette publique et la mesure selon laquelle cette dette est viable, si cela n'est pas indiqué dans

10 Nations Unies (2021), p. 42.

11 OMS (2019).

12 Nations Unies (2021), pp. 123–124.

les textes budgétaires. Les parlements et les parlementaires peuvent également recourir aux structures existantes (par exemple les commissions parlementaires, les bureaux parlementaires du budget et les institutions supérieures de contrôle (ISC)) pour assurer le suivi de la viabilité de la dette dans tout le cycle budgétaire¹³.

Les obligations d'État (dette vendue à des investisseurs en vue de soutenir les projets du gouvernement en contrepartie d'un taux d'intérêt convenu) peuvent faciliter le financement des déficits budgétaires. Les obligations dites « vertes » financent les projets ayant des objectifs environnementaux spécifiques (comme la conservation des écosystèmes, la gestion durable de l'eau ou l'efficacité énergétique). Ces obligations permettent aux gouvernements de générer des revenus et de réduire la dette, tout en soutenant les projets positifs pour l'environnement et le climat.

Comprendre l'Aide publique au développement

L'Aide publique au développement (APD) désigne généralement le flux de ressources allant vers les pays en développement et provenant de canaux gouvernementaux officiels à l'étranger. Le but principal de l'APD est de promouvoir le développement économique et le bien-être dans les pays bénéficiaires. Elle doit inclure un élément de libéralité d'au moins 45 pour cent pour les pays les moins avancés et à faible revenu, 15 pour cent pour les pays à revenu intermédiaire inférieur et 10 pour cent pour les pays à revenu intermédiaire supérieur¹⁴. Les montants de l'APD diffèrent entre les pays et au cours du temps : si certains pays ne reçoivent qu'une APD faible ou nulle, celle-ci représente, dans d'autres pays, la majorité du budget du gouvernement.

L'APD a atteint son plus haut niveau au cours de la pandémie de COVID-19 : 161 milliards d'USD ont ainsi été consacrés à l'aide au développement dans le monde (soit une augmentation de 3,5 pour cent par rapport à l'année précédente), une grosse part de ces fonds étant destinée à la lutte contre la COVID-19 dans les pays les plus pauvres¹⁵. L'APD, sous forme de prêts et de participation au capital de la part des donateurs du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), s'est également accrue de 28 pour cent en 2020, pour atteindre 26,2 milliards d'USD (au lieu de 20,5 milliards d'USD en 2019), au moment où les inquiétudes relatives à une crise de l'endettement grandissaient¹⁶.

Étant donné les récentes évolutions, il est probable que cet accroissement de l'APD implique que davantage de prêts iront vers des pays qui seront moins en mesure de rembourser leurs dettes. En outre, eu égard à l'attention croissante portée aux efforts de reprise nationale, les flux de l'APD pourraient se réduire de manière substantielle à partir de 2021¹⁷.

La première étape pour les parlementaires est de connaître le montant d'APD que reçoit leur pays. La mention de l'APD dans les budgets soumis à un examen parlementaire est passée de 66 pour cent, en 2016, à 61 pour cent, en 2018, situation qui affaiblit le contrôle parlementaire¹⁸. Les parlementaires sont encouragés à demander que l'APD soit indiquée dans les textes budgétaires de sorte qu'ils puissent l'évaluer dans leurs travaux de suivi et leurs processus décisionnels. Les parlementaires peuvent également analyser le contenu de leur APD, en vérifiant si elle est disponible sous forme de prêt ou de subvention et en se demandant ce qu'elle implique pour les efforts de financement des ODD.

Lutter contre les Flux financiers illicites

La lutte contre les Flux financiers illicites (FFI) est également cruciale au maintien de l'intégrité des flux existants de revenus. On désigne généralement par FFI les mouvements illégaux d'argent ou de capitaux d'un pays à un autre. Dans certains cas, cela n'entraîne pas seulement une perte de recettes publiques, mais menace également le développement durable (notamment pour la contrebande de produits minéraux ou d'espèces de faune sauvage et pour la pêche ou l'abattage illégal). Toutefois, tous les FFI n'ont pas pour origine des activités illégales. Les organismes des Nations Unies considèrent que « l'optimisation fiscale agressive » est une activité illicite si elle se fait au détriment du développement durable, même si

13 Dubrow, G. (2020).

14 Cette constatation est conforme à la nouvelle définition de l'APD par l'OCDE en 2018.

15 OCDE (2021).

16 Initiatives de développement (2021).

17 Carson, L. etc. (2021).

18 OCDE et PNUD (2019), p. 12.

l'optimisation n'est pas techniquement un acte illégal¹⁹. Les FFI, sous leurs différentes formes, représentent des centaines de millions de dollars de pertes de recettes fiscales, sommes qui auraient pu servir à soutenir les priorités publiques et la réalisation des ODD.

Des revenus supplémentaires peuvent être générés grâce à une meilleure transparence fiscale et à un échange d'informations. Ces dernières années, au moins 107 milliards d'EUR de revenus supplémentaires ont été identifiés dans le monde (notamment 29 milliards d'EUR dans les pays en développement seuls) grâce à une combinaison de programmes de déclaration spontanée et d'enquêtes fiscales offshore²⁰. La lutte contre les FFI implique donc d'être attentif aux dispositions fiscales transfrontalières qui facilitent l'optimisation et la fraude fiscales par les entreprises et les particuliers.

Autre élément courant de délinquance financière: le blanchiment d'argent. Dans ce cas, les produits des infractions sont traités par d'autres moyens afin de masquer leur illégalité. Le blanchiment d'argent est souvent pratiqué par des personnes et des organisations, par exemple des juristes, des comptables, des institutions financières, sauf si la réglementation nationale les oblige à signaler les opérations suspectes²¹. Les parlementaires sont encouragés à renforcer les lois anti-blanchiment et à obliger les multinationales à rendre publiques leurs informations financières de base afin de réduire le montant perdu en raison des activités financières illicites²².

Actions parlementaires potentielles

- Soutenir les politiques fiscales incitant les femmes à rejoindre le marché du travail formel: cela permettra de sortir du cercle vicieux dans lequel les femmes assument, de manière disproportionnée, les travaux domestiques non payés et permettra de générer des revenus pour le gouvernement.
- Éliminer les failles des conventions fiscales en analysant la législation existante et en soutenant les projets de lois luttant contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale.
- Prôner une politique fiscale soutenant le développement durable (par ex. taxe carbone, taxes liées à la santé, impôt progressif encourageant l'égalité des sexes et incitations fiscales pour l'énergie renouvelable).
- Soutenir les efforts visant à mettre fin aux subventions préjudiciables à l'environnement (par ex. énergie non renouvelable, pêche et mines).
- Demander des informations au gouvernement sur la dette publique et la viabilité de celle-ci.
- S'assurer que l'APD est indiquée dans les textes budgétaires nationaux et analyser son contenu.
- Renforcer les lois anti-blanchiment.
- Exiger que les multinationales rendent publiques leurs informations financières de base.

Sujets de réflexion

1. Depuis quand votre parlement n'a-t-il pas examiné sa législation fiscale? Est-ce que ces lois ont été analysées selon une perspective de genre pour s'assurer que les hommes et les femmes sont concernés de manière égale? Est-ce que les entreprises sont imposées de manière appropriée? Est-ce que le régime fiscal garantit que les pauvres ne sont pas injustement imposés?
2. Quel type d'information recevez-vous du gouvernement à propos de la dette? Est-ce que vous connaissez le rapport dette/PIB de votre pays?
3. Est-ce que les textes budgétaires comportent des informations sur le montant d'APD que reçoit votre pays? Si c'est le cas, connaissez-vous la part d'APD sous forme de prêts et de subventions? Dans quelle mesure l'APD sert-elle à soutenir la réalisation des ODD?
4. Quelle est la perte de revenu de votre pays en raison des FFI?
5. Est-ce que votre Commission du budget ou des finances dispose d'assez de ressources humaines et financières pour soutenir les efforts du parlement en vue de préserver les sources de revenus existantes? Est-ce qu'elle dispose d'une capacité suffisante pour effectuer une analyse de genre sur les régimes fiscaux et d'autres sources de revenus?

19 L'ONUDC et la CNUCED (2020) définissent les FFI comme « des flux financiers dont l'origine, le transfert ou l'emploi sont illicites, qui concrétisent un échange de valeur et qui franchissent les frontières des pays ».

20 Nations Unies (2021), p. 47.

21 Ibid., p. 53.

22 Global Financial Integrity (GFI): <https://gfintegrity.org>, UIP et PNUD (2020), p. 29.



Section 2

Orienter au maximum les dépenses budgétaires vers les ODD

Le but de tous les pays est de réaliser les ODD au cours de la décennie actuelle et d'assurer, après la COVID-19, une reprise complète qui ne laisse personne de côté. La présente section étudie certaines des méthodes par lesquelles les parlementaires peuvent encourager les crédits budgétaires en faveur des ODD, en particulier en période de difficultés financières. Elle explique comment profiter au mieux de ressources publiques limitées et examine des approches politiques stratégiques pouvant contribuer à façonner un monde durable, inclusif et équitable pour tous, notamment pour les femmes et d'autres groupes sous-représentés.

Concepts clés

Les prises de décisions politiques concernent souvent les gains à court terme s'inscrivant dans des cycles électoraux réguliers. La pandémie de COVID-19, qui exige des réponses immédiates pour sauver des vies et stimuler une reprise rapide, a braqué les projecteurs sur les problèmes actuels. Nous vivons cependant sur une planète dont les ressources sont finies et la réalisation des ODD nécessite donc que l'on mette en permanence l'accent sur des objectifs durables dans le temps. La préservation de l'environnement naturel permet à la population de vivre plus sainement, accroît son bien-être et il est crucial de réaliser les nombreux objectifs sociaux et économiques définis dans le Programme 2030. En d'autres termes, façonner un avenir durable implique d'intégrer une réflexion à long terme dans les politiques et les plans décidés aujourd'hui. La collaboration est également nécessaire pour trouver des solutions potentielles à des problèmes structurels non résolus.

Une manière de faire en sorte que cette réflexion à long terme soit incorporée à la stratégie du gouvernement est d'analyser la cohérence du budget. Un budget est cohérent quand

Congo Rive (République démocratique du Congo). Des réfugiés centrafricains terminent de nettoyer l'emplacement qui accueille régulièrement un petit marché entre leurs huttes. Ces familles ont trouvé refuge en République démocratique du Congo après avoir fui la capitale de la République centrafricaine, Bangui, en janvier 2021. Plus de 70 000 Centrafricains se sont réfugiés en République démocratique du Congo après que la violence a éclaté dans leur pays à la suite des élections de décembre 2020. © Adrienne Surprenant/HCR

il est conforme aux engagements internationaux d'un État, par exemple les engagements en matière de droits de l'homme et les ODD²³. La Cohérence des politiques pour le développement durable (CPDD) est un concept qui implique la prise en compte des effets des politiques au-delà de cette génération et des frontières nationales actuelles. Initialement, ce terme concernait les efforts pour s'assurer que les politiques nationales des gouvernements donateurs concordent avec leurs travaux de développement à l'étranger. Aujourd'hui, le but de la CPDD est de garantir que les politiques actuellement menées laissent des ressources économiques, naturelles, humaines et sociales adéquates aux générations futures. En pratique, les ODD étant, pour la plupart, intersectoriels, la CPDD implique également une coordination plus efficace au sein d'une grande diversité d'acteurs et de groupes de pression²⁴.

Une deuxième façon d'intégrer, dans les politiques publiques, la réflexion à long terme nécessaire pour réaliser les ODD est de s'assurer que les Objectifs sont incorporés dans les Cadres de budgétisation à moyen terme des pays (CBMT). Les CBMT ressemblent beaucoup à des budgets annuels mis à part qu'ils s'appuient sur des projections macro-économiques à moyen terme et incluent les crédits budgétaires pour une période de trois à cinq ans. Les CBMT constituent un outil de budgétisation et de planification pluriannuel qui se prête bien à l'intégration d'objectifs stratégiques comme ceux définis dans les ODD. Comme les CBMT font partie du cycle budgétaire annuel, ils peuvent être régulièrement examinés par le parlement.

Défis actuels et actions parlementaires potentielles

Faire face à de difficiles compromis politiques

Les politiques et les plans du gouvernement nécessiteront toujours davantage de ressources que celles disponibles. C'est pour cette raison que les budgets nationaux sont souvent élaborés sur la base de débats entre différents ministères présentant des besoins concurrents. Les décisions sur la/les politique(s) à suivre impliqueront souvent des compromis entre des valeurs et des objectifs contradictoires. S'engager en faveur de décisions politiques durables ne fait qu'ajouter de la complexité. Par exemple, améliorer la production agricole requiert un accès à de l'eau propre, alors que l'utilisation de l'eau doit être limitée dans les zones où elle est rare²⁵. La priorité sera accordée à l'amélioration de la production agricole ou à la préservation de l'eau potable dans une région spécifique en fonction de l'entité qui prendra la décision et de l'avantage que celle-ci en tirera.

Pour les cas délicats comme ceux-là, un débat public sur les compromis potentiels est essentiel, car ce n'est qu'en se tournant directement vers la population qu'un gouvernement peut savoir ce qui prime pour les citoyens et comment réaliser au mieux les objectifs à atteindre. De telles discussions peuvent également permettre de découvrir des synergies et des complémentarités entre les options politiques possibles.

Les ODD dessinent un monde dans lequel personne n'est laissé de côté. En débattant de ces questions avec les citoyens (ainsi qu'avec des organisations de la société civile, des instituts de recherche indépendants, des syndicats et d'autres entités), les parlementaires peuvent s'assurer que les plus vulnérables sont protégés et que leurs besoins sont pris en compte face à des besoins concurrents et aux puissants intérêts susceptibles de remettre en cause les transformations nécessaires pour créer un monde plus durable²⁶.

Exemple 3

La Finlande commence à progressivement abandonner les subventions préjudiciables

Après avoir analysé sa consommation d'énergie par habitant en 2019, la Finlande a décidé d'abandonner progressivement ses subventions aux énergies fossiles. Ce type d'énergie représentait environ 40 pour cent de la consommation énergétique en 2018 et les subventions aux énergies non durables se montaient à environ 3,5 milliards d'EUR. Dans leur majorité, ces subventions prennent la forme de taux d'imposition réduits et de subventions indirectes (comme celles destinées à la préservation des emplois dans un secteur ou une région). La Finlande a donc mis en œuvre ses premières mesures en faveur du développement durable sur le plan national²⁷.

23 Hege, E. et Brimont, L. (2018).

24 Fourie, W. (2018), pp. 4-5; OCDE (2016), p. 62, Nations Unies (2015a), IBP (2017).

25 Fourie, W. (2018).

26 Renn, O. (2020).

27 Bureau du Premier Ministre finlandais (2020a, 2020b).

Éliminer les gaspillages financiers

Une manière de comparer les divers facteurs de dépense publique est de faire une distinction entre les dépenses obligatoires et celles facultatives. Les dépenses obligatoires sont celles qui sont déjà mentionnées dans la législation existante et ne sont pas sujettes à débat sur une base annuelle. Il s'agit d'engagements à long terme pris par le gouvernement devant les citoyens, les groupes de pression ou même le gouvernement lui-même (par exemple les projets de lois relatifs au service public et les dépenses sociales). Les dépenses facultatives sont au contraire allouées à divers ministères, départements et agences au début du processus annuel de budgétisation. C'est ce type de dépense que les gens considèrent être le « budget », car ces crédits sont soumis, chaque année, à l'influence des parlementaires et des groupes de pression.

Cependant, dans la plupart des pays, ce sont les dépenses obligatoires qui représentent la plus grosse part du budget. Si le but est de redéfinir les priorités budgétaires annuelles (par ex. pour vérifier si la mise en œuvre des ODD est suffisamment financée), le mieux est de commencer par examiner la législation liée à ces engagements pré-existants. Les parlementaires peuvent rechercher des pratiques non efficaces, déterminer les secteurs dans lesquels des réductions spécifiques des dépenses peuvent être mises en œuvre et proposer des recommandations.

Comblent les lacunes dans la législation

Le contrôle post-législatif consiste à périodiquement analyser la législation existante pour s'assurer qu'elle joue bien le rôle prévu. Cette pratique est utile, car les lois sont créées dans des contextes historiques et culturels spécifiques, et ce qui était vrai ou important hier peut ne plus l'être aujourd'hui. Un examen de la législation existante est crucial lorsque le gouvernement œuvre à la création et à l'adoption de politiques permettant de réaliser les ODD. Les parlementaires peuvent trouver que des lois se contredisent (ce qui remet en question la cohérence politique) ou identifier des lacunes dans la législation. En outre, quand les parlementaires commencent à examiner la législation, diverses manières de libérer des ressources budgétaires peuvent apparaître. Parmi celles-ci, on peut citer l'élimination des récurances, la réduction des coûts inutiles ou des gaspillages, ou encore l'examen de la législation selon une perspective d'optimisation. Le contrôle post-législatif peut constituer un outil utile pour les parlementaires quand ils œuvrent en faveur de la réalisation des ODD.

Sujets de réflexion²⁸

1. Est-ce que la loi a atteint ses objectifs ?
2. Qui profite de cette loi ?
3. Est-ce que des groupes sous-représentés (par ex. les femmes, les minorités, les enfants, les handicapés) sont négativement affectés ?
4. Est-ce que cette loi contredit ou affecte négativement des objectifs de développement durable ?
5. En quoi cette loi contribue-t-elle aux ODD ? Lesquels ?
6. Est-ce que des ressources (financières, humaines ou autres) ont été gaspillées ou mal utilisées ?
7. Existe-t-il une approche ayant un meilleur rapport coût-efficacité pour mettre en œuvre ce point ?

Exemple 4

La Corée du Sud annonce une nouvelle donne écologique en faveur du développement durable et de la création d'emplois

Les nouvelles donnes écologiques sont des propositions politiques servant à limiter les changements climatiques, réduire les inégalités économiques et créer de nouveaux emplois grâce au développement de nouvelles économies "vertes". On peut ainsi jeter les bases de la création de nombreux emplois, relancer la croissance économique et le développement durable, ce qui contribue à la réalisation de l'ODD 7 (énergie propre à un coût abordable) et de l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques). Les nouvelles donnes écologiques visent à faire passer les pays dans des économies bas-carbone et à créer des emplois sur des marchés comme les énergies solaire et éolienne, les véhicules électroniques, les transports publics propres et la construction écoénergétique. Dans certains pays comme les États-Unis, on débat depuis plusieurs années des nouvelles donnes écologiques. Dans d'autres, de nouvelles économies respectueuses du climat sont déjà en cours de développement.

Plus récemment, la Corée du Sud a annoncé que le gouvernement et le secteur privé consacraient environ 132,6 milliards d'USD sur cinq ans (2020–2025) à l'amélioration des capacités en énergie renouvelable et à la production de 1,33 millions de véhicules électriques. Ce plan prévoit également de transformer les zones urbaines en villes vertes intelligentes, de créer 230 000 habitations écoénergétiques et d'accroître les investissements dans l'intelligence artificielle et les services de télécommunication. Cette stratégie nationale doit créer 659 000 nouveaux emplois et contribuer à la reprise du pays après la crise économique actuelle, tout en respectant l'Accord de Paris²⁹.

Trouver des données ventilées pour faciliter l'établissement du budget

Le principal engagement du Programme 2030, ne laisser personne de côté, implique de poser de nouvelles questions. Est-ce qu'une politique particulière concerne les hommes et les femmes de manière égale? Est-ce qu'elle a des conséquences environnementales que notre planète peut assumer? Comment les groupes minoritaires s'en sortent-ils? Les parlementaires ont besoin de réponses à ces questions de sorte qu'ils puissent soutenir le gouvernement afin que celui-ci prenne les meilleures décisions pour le pays tout entier.

Les réponses à des questions spécifiques comme celles-là se trouvent dans les données ventilées, qui sont essentielles pour motiver les choix politiques concernant les groupes vulnérables et marginalisés, ainsi que l'environnement. Le bureau national des statistiques et le Ministère des finances sont normalement chargés de collecter ces données et de les mettre à disposition. Les parlementaires peuvent souhaiter travailler avec ces institutions pour identifier des lacunes et améliorer la collecte, la répartition et la fourniture des informations au parlement. S'il reste des lacunes dans les données, les parlementaires sont encouragés à mettre en place des partenariats forts avec des institutions externes (comme des universités, des organisations non gouvernementales et des organismes onusiens) afin de trouver les informations nécessaires. Les parlementaires peuvent également remédier eux-mêmes au problème des lacunes dans les données, en particulier dans les pays où les budgets de production et de collecte des données sont faibles, puisqu'ils recueillent des informations clés sur les citoyens et leur circonscription. Ces données peuvent ensuite être prises en compte dans les crédits budgétaires³⁰.

Exemple 5

La Nouvelle-Zélande développe des indicateurs statistiques pour étayer les processus décisionnels stratégiques

Statistics New Zealand a développé un tableau de bord Indicators Aotearoa New Zealand (IANZ), série d'indicateurs statistiques allant au-delà des données disponibles sur les mesures économiques du progrès (par ex. le PIB) pour inclure un grand nombre de mesures sociales et environnementales (comme les déchets humains, la gouvernance et le capital humain). Ces indicateurs englobent les niveaux actuels de bien-être en Nouvelle-Zélande, le bien-être des générations futures et l'impact qu'a la Nouvelle-Zélande sur le reste du monde. Le tableau de bord IANZ est tout particulièrement tourné vers le développement durable et la nécessité de rendre compte des progrès réalisés pour les ODD. Ces indicateurs s'inscrivent dans la démarche du gouvernement, qui vise à se servir du bien-être comme base des décisions stratégiques du pays³¹.

29 OCDE (2020a), Kirk, D. (2020).

30 BID, GOPAC et PNUD (2017), p. 37.

31 Stats NZ, "Indicators Aotearoa New Zealand – Nga Tutohu Aotearoa" (2019).

Actions parlementaires potentielles

- Faciliter un large débat public sur les priorités, les compromis et les processus en matière d'ODD, notamment les complémentarités et les synergies potentielles entre différentes options politiques.
- Effectuer une analyse des lacunes en matière de budget pour les ODD, ce qui doit inclure l'examen de la législation existante sur les dépenses obligatoires dans les textes budgétaires et l'application du contrôle post-législatif pour évaluer les gaspillages et les économies de coûts potentielles en lien avec les lois traitant des priorités du Programme de développement durable.
- Développer des partenariats avec des institutions externes et des circonscriptions d'origine afin de trouver les données nécessaires.
- Collecter, auprès des électeurs, des données ventilées et les intégrer dans les décisions relatives au budget national afin de faciliter une mise en œuvre équitable des ODD.
- S'assurer que le bureau national des statistiques dispose de ressources suffisantes de sorte qu'il puisse motiver les choix politiques au début du processus budgétaire et contribuer à suivre les progrès réalisés en matière d'ODD sur le plan national.

Sujets de réflexion

1. Quels aspects des dépenses publiques sont-ils consacrés au développement durable ?
2. Pensez-vous qu'il existe des crédits budgétaires qui se contredisent ou remettent en question la CPDD ?
3. Est-ce que votre parlement a défini une stratégie pour optimiser les dépenses budgétaires ?
4. Est-ce que les CBMT comprennent des indicateurs en adéquation avec les ODD ?
5. Quels postes de dépenses sont les plus sujets au gaspillage ? Comment ce gaspillage peut être réduit ?
6. Quelle est la part des dépenses publiques qui est présentée au parlement d'une manière claire, accessible et globale ? Est-ce que des textes budgétaires expliquent comment les dépenses publiques contribuent à la réalisation des ODD ?



Kiev (Ukraine). Des parlementaires votent après avoir examiné le projet de budget lors de la session du Verkhovna Rada le 5 novembre 2020. © Sergii Kharchenko/NurPhoto

Section 3

Effectuer un suivi des ODD dans tout le processus budgétaire

Dans les contextes où les mesures en faveur de la transparence et de la reddition de comptes sont limitées, il est beaucoup plus difficile de s'assurer que le gouvernement élabore et utilise les budgets nationaux dans l'intérêt général. La transparence et la reddition de comptes constituent le socle des travaux parlementaires dans presque tous les aspects du mandat du parlement. Ces deux facteurs sont interdépendants. La présente section expose ces concepts, souligne les problèmes des parlementaires et propose des options pour renforcer le contrôle sur les ODD dans tout le processus budgétaire.

Concepts clés

Les parlementaires ne peuvent travailler que s'ils disposent d'informations transparentes sur les activités du gouvernement. Cela inclut les informations budgétaires (comme les recettes, les dépenses et les dettes) ainsi que des détails sur les plans et les politiques du gouvernement (comme les plans nationaux de développement et les engagements préalables). Ces informations sont cruciales pour le débat politique, elles permettent aux parlementaires d'examiner les plans et les politiques du gouvernement et de demander des comptes à ceux qui ont fait des promesses aux citoyens et à la communauté internationale. Des informations globales permettent également de s'assurer que les recettes, les dépenses et les plans sont cohérents et se renforcent mutuellement, ces deux points étant essentiels pour un processus politique durable. En dépit de la valeur évidente d'une libre circulation de l'information, l'enquête *Open Budget Survey 2019* a déterminé qu'environ 75 pour cent des 117 pays étudiés présentaient des niveaux insuffisants de transparence budgétaire³².

Bien que les parlements continuent de demander des comptes aux gouvernements pour leurs responsabilités envers les citoyens, la manière dont nous comprenons aujourd'hui

32 IBP (2019).

la reddition de comptes s'est élargie aux générations futures et à l'écosystème que nous partageons. Ces responsabilités supplémentaires impliquent que les parlements ont maintenant besoin de davantage d'informations. En outre, ils doivent mettre en œuvre toute la gamme d'outils de contrôle à leur disposition pour s'assurer que les responsabilités du gouvernement sont respectées et que des ressources financières rares peuvent être utilisées au mieux. Le processus budgétaire sert de cadre fondamental de suivi aux parlementaires, qui peuvent ainsi s'appuyer sur sa structure et ses procédures pour influencer, examiner et contrôler les priorités et les plans de dépenses du gouvernement. Ce processus porte sur quatre phases interconnectées : l'établissement du budget, son adoption, sa mise en œuvre et sa vérification. Il s'agit d'un processus cyclique, car les informations et les connaissances obtenues à chaque phase sont destinées à être intégrées au déploiement de la phase suivante et à la faciliter.

Dans la plupart des pays, le budget est établi par le gouvernement. Une fois le budget achevé, il est présenté au parlement pour être débattu, potentiellement amendé et adopté. Le gouvernement utilise ensuite les ressources approuvées par le parlement pour exécuter ses plans dans la phase de mise en œuvre. À partir de là, les dépenses sont vérifiées par l'ISC, dont les rapports sont communiqués au parlement et au gouvernement pour examen. Dans certains cas, le parlement formule ensuite des recommandations qu'il communique au gouvernement pour en assurer le suivi. Dans d'autres, la plénière examine les rapports d'audit et clôture officiellement les comptes pour l'année. Bien que le processus budgétaire soit souvent compris comme du seul ressort de l'exécutif, le parlement dispose de nombreuses possibilités d'intervention à chaque phase de ce processus. Le contrôle parlementaire du budget national et la contribution du parlement à celui-ci sont essentiels en vue de demander des comptes au gouvernement et pour s'assurer que ses plans et ses politiques sont le reflet de la volonté des citoyens.

Le budget peut être élaboré de diverses manières afin de tenir compte des différents besoins d'informations. Le budget de fonctionnement présente des informations sur les réalisations des services du gouvernement ou celles prévues, grâce à l'argent qui leur est attribué. Outre le fait d'atteindre des objectifs politiques spécifiques, les budgets peuvent également servir à accompagner et suivre l'inclusion de questions intersectorielles, ce qui est essentiel pour réaliser les ODD. La budgétisation sensible au genre, par exemple, est un processus par lequel la dimension du genre est intégrée au processus budgétaire. Cela implique une évaluation des budgets basée sur le genre, l'incorporation d'une perspective de genre à tous les niveaux du processus et la restructuration des recettes et des dépenses en vue de promouvoir l'égalité des sexes. Cette démarche est conforme à l'ODD 5 (égalité des sexes). La budgétisation verte implique également l'utilisation des outils d'élaboration des politiques budgétaires en vue de réaliser des objectifs environnementaux, par exemple l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) et l'ODD 15 (vie terrestre). Cela inclut l'analyse de l'impact environnemental des politiques budgétaires et fiscales et l'évaluation de leur conformité par rapport au respect des engagements nationaux et internationaux.

Encadré 3 Faire des ODD des outils de suivi

Les parlementaires peuvent faire des ODD des outils de suivi en analysant et en suivant les contributions budgétaires en faveur de la réalisation des ODD. Il est essentiel de rester bien orienté sur les ODD et, en particulier, de ne pas confondre cette démarche avec l'objectif de "croissance économique". Bien que les ODD incluent des objectifs liés à la croissance économique, ils privilégient les résultats économiques positifs durables dans le temps, en respectant les limites de nos ressources écologiques. Ils intègrent également dans l'équation des avantages non monétaires, comme la qualité de vie, l'égalité et la liberté au fil des générations. En comparant le budget du gouvernement à chacun des ODD, les parlementaires peuvent mieux comprendre les relations entre eux et mieux garantir que des ressources adéquates sont en permanence consacrées à leur réalisation.

En pratique, toutefois, il existe rarement une relation individuelle entre les crédits budgétaires et les objectifs du Programme 2030. Il peut donc être difficile de demander des comptes au gouvernement. Une manière de suivre les progrès en matière d'ODD dans tout le cycle budgétaire est d'utiliser ce qu'on appelle le « fléchage » budgétaire. Cette approche, qui s'applique à tous les budgets quelle que soit la manière dont ils ont été élaborés, consiste à flécher les dépenses pertinentes dans des secteurs comme la

santé (ODD 3) et l'éducation (ODD 4) afin d'en faire un suivi régulier. Certains objectifs sont toutefois plus difficiles à suivre que d'autres. Par exemple, la méthode d'affectation de l'argent à presque tous les secteurs peut encourager ou entraver l'égalité des sexes, ce qui complique le fléchage des dépenses pour l'ODD 5 (Égalité des sexes). On pourrait dire pareil pour l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques), pour lequel les dépenses sont souvent réparties sur plusieurs ministères et à divers niveaux de décentralisation. En outre, certains objectifs dépendent plus des améliorations en matière de réglementation et de politique, et moins des dépenses réelles. Ainsi, l'exercice de fléchage doit dépasser les textes budgétaires eux-mêmes. En général, les pratiques du gouvernement qui renforcent la présentation en temps voulu et la transparence des textes budgétaires peuvent aider. Il en est de même des données sur les performances ainsi que des données séparées en catégories pour permettre un suivi systématique³³.

Défis actuels et actions parlementaires potentielles

Tenir compte d'une transparence réduite et d'une reddition de comptes limitée du gouvernement

Avec la pandémie de COVID-19, les gouvernements déploient en un temps record des dispositifs de soutien économique. La portée et la rapidité de ces réactions ont mis à mal les approches classiques de transparence fiscale et de reddition de comptes publique. Les contrôles standard sont souvent suspendus ou contournés dans les situations urgentes. Cela affaiblit les dispositifs de reddition de comptes et de contrôle, laissant à l'exploitation privée des ressources initialement destinées à un usage public. Des organisations criminelles ont, par exemple, profité de la pandémie. C'est pour cette raison que les dépenses liées à la pandémie doivent être transparentes, associées à une présentation claire de leurs objectifs, à la manière dont elles contribuent au développement durable, aux coûts qui sont en jeu et à la provenance du financement. Le parlement doit savoir comment ces plans diffèrent du budget initial tel qu'il a été approuvé et comment ils affecteront la population³⁴. L'ensemble du dispositif de soutien d'urgence doit être présenté, débattu et approuvé par le parlement.

Dans certains pays, une rallonge budgétaire peut être présentée au parlement pour validation, ce qui accroît la transparence. Une fois ces plans mis en œuvre, le parlement est encouragé à examiner son droit légal à l'information et à faire pression pour obtenir un retour régulier de la part du gouvernement afin de suivre l'avancement. Cela peut prendre la forme de comptes rendus réguliers émis par les services concernés du gouvernement sur les dépenses et les performances, ou même impliquer des examens des dépenses si le gouvernement annonce ses décisions importantes au parlement et à la population. Le parlement peut profiter de ces opportunités pour évaluer les effets et l'efficacité des programmes dans des domaines politiques spécifiques liés aux ODD. D'autres formes d'examens parlementaires peuvent également être envisagées, comme une audition spécifique à la Commission parlementaire des finances ou du budget.

Encadré 4

S'appuyer sur les examens nationaux volontaires pour promouvoir le débat

Les examens nationaux volontaires sont des rapports pilotés et menés par les pays sur l'avancement de la réalisation des ODD, sur les plans national et sous-national. Ils sont présentés lors du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable. Le Programme 2030 encourage tous les pays à effectuer ces examens réguliers et inclusifs afin de servir de base à des partenariats nationaux et à l'évaluation annuelle de l'avancement. Les examens nationaux volontaires permettent aux pays de préparer des politiques, des structures et des processus appropriés, et de remanier ou de lancer des plans nationaux de développement en faveur de la réalisation des ODD³⁵. Les retours du premier cycle d'examens nationaux volontaires (2015–2019) ont largement porté sur l'actualisation

33 IBP (2017).

34 Nations Unies (2021).

35 GIZ (2019), p. 10.

des stratégies nationales de développement afin de prendre en compte les ODD, la détermination du niveau d'engagement politique, l'intégration et l'analyse des responsabilités en matière d'ODD entre les ministères et l'introduction de mécanismes de coordination interministérielle³⁶. Les parlementaires peuvent participer à l'exercice de présentation de l'examen national volontaire ou simplement se référer aux rapports de leur pays, année après année, pour suivre les progrès et promouvoir le débat au parlement³⁷.

Intégrer les ODD dans les stratégies nationales de développement durable

Les stratégies de développement définissent les projets du gouvernement permettant d'améliorer la vie des citoyens. Les budgets nationaux sont élaborés sur la base de ces stratégies, de sorte que le gouvernement puisse atteindre ses objectifs plus efficacement. Les parlements jouent un rôle essentiel pour s'assurer que les stratégies de développement sont en adéquation avec les besoins locaux, les engagements nationaux et internationaux. Faire en sorte que les ODD soient intégrés aux stratégies nationales de développement est l'un des rôles les plus cruciaux des parlementaires en vue de faire du développement durable une réalité. Depuis 2011, la part de pays en développement disposant d'une stratégie nationale de développement est passée de 36 à 64 pour cent, et les ODD sont de plus en plus intégrés à ces stratégies³⁸. Certains pays (comme la Sierra Leone et l'Afrique du Sud) ont commencé à inclure les ODD dans les processus nationaux de planification en association avec d'autres cadres internationaux, comme l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'Accord de Paris³⁹. Le Royaume-Uni et le Liechtenstein indiquent également que les ODD ont été intégrés dans le programme de travail de leur gouvernement⁴⁰.

Globalement, toutefois, seuls 30 pour cent des 47 pays ayant soumis des rapports d'examen national volontaire en 2019 ont indiqué que les ODD avaient été intégrés dans leur plan national de développement⁴¹. En outre, dans la plupart des pays en développement, les stratégies nationales de développement ne sont votées au parlement que 30 pour cent du temps⁴². Sans vote formel, le parlement est dans l'incapacité de demander des comptes au gouvernement. Pour ces raisons, il est essentiel que les parlements encouragent un processus de traduction et d'interprétation des ODD dans les plans nationaux de développement et qu'ils s'assurent que cette stratégie fait l'objet d'un vote formel en vue d'être approuvée par le parlement. Pour faciliter ce processus, les parlementaires peuvent souhaiter prendre l'initiative et s'impliquer davantage dans les stratégies nationales de développement durable en phase de préparation. La nature diversifiée des ODD nécessite une ample coordination entre les ministères, les agences et les services du gouvernement. Les parlementaires peuvent profiter de cette opportunité pour s'inclure dans les structures pertinentes de dialogue concernant les ODD sur le plan national et par secteur⁴³.

Exemple 6

La Slovénie met en adéquation les ODD avec sa stratégie nationale de développement

La Slovénie a effectué une analyse des lacunes et a adopté la Stratégie de développement slovène 2030, qui comprend 12 objectifs et un programme politique de développement national. Ce pays a lié les ODD à ses objectifs nationaux et les a adaptés au contexte et aux défis nationaux. Il a ensuite adopté 30 indicateurs clés de performance afin d'évaluer le développement national, notamment les performances budgétaires. Ces indicateurs comprennent une traduction nationale des ODD⁴⁴.

36 Horan, D. (2019).

37 L'UIP assure un suivi régulier de l'engagement parlementaire en matière d'examen national volontaire.

38 OCDE et PNUD (2019), p. 14.

39 GIZ (2019), p. 23, gouvernement d'Afrique du Sud (2019), pp. 7 et 103–106, gouvernement de Sierra Leone (2019) p. 10.

40 GIZ (2019), p. 23.

41 Ibid.

42 OCDE et PNUD (2019), p. 62.

43 BID, GOPAC et PNUD (2017), pp. 21-22.

44 Hege, E. et Brimont, L. (2018).

Exemple 7

Le Bhoutan intègre les ODD à sa stratégie de bonheur national brut

C'est le Bhoutan qui a créé le concept de bonheur national brut, ce dernier ayant été introduit dans les années 70 pour contrebalancer l'idée selon laquelle le développement ne peut être mesuré que sur la base du PIB. Le bonheur national brut est une approche holistique du progrès qui prend en compte des éléments comme le bien-être psychologique et la culture. Lorsque ce pays a signé le Programme 2030, le Parlement du Bhoutan a créé la Commission parlementaire conjointe sur le bonheur national brut et les ODD en vue de contrôler la mise en œuvre par le gouvernement des politiques et des plans pertinents, de s'assurer de l'adéquation entre les ODD et les objectifs nationaux, et de suivre et évaluer les progrès réalisés en ce qui concerne le bonheur national brut et les ODD. Le Parlement du Bhoutan organise des auditions publiques sur les ODD et des réunions de la Commission conjointe sur le bonheur national brut et les ODD se tiennent régulièrement. La Commission conjointe démontre la véritable adhésion du pays aux ODD et c'est un exemple d'association entre deux visions stratégiques du développement qui dépassent le simple cadre de la croissance économique⁴⁵.

Mettre en adéquation les budgets nationaux avec les ODD

Pour être efficaces, les stratégies de développement durable doivent être mieux liées au processus budgétaire de sorte que les parlementaires puissent en suivre l'avancement. Pourtant, seuls 30 pour cent des pays qui ont soumis leur examen national volontaire en 2019 ont donné des détails spécifiques sur la mise en adéquation du budget avec la mise en œuvre des ODD.

Il existe plusieurs bonnes raisons d'intégrer les ODD dans le processus budgétaire : cela peut améliorer la cohérence politique (mieux s'assurer qu'une décision budgétaire n'a pas d'effet négatif sur une autre), élargir la reddition de comptes (si les ODD servent d'outils de contrôle), rendre les budgets nationaux comparables entre les pays, mieux suivre les progrès d'ensemble en ce qui concerne les ODD⁴⁶.

Le plus simple pour lier les ODD au budget national est de passer par un plan national de développement qui traduise les ODD en priorités nationales. Mais même dans les pays qui ne disposent pas d'un tel plan, il reste des options aux parlementaires. Tout d'abord, ils peuvent examiner les budgets nationaux en se basant sur les ODD, comme pour le processus utilisé dans la budgétisation verte ou basée sur le genre, où certaines cibles sont comparées aux crédits budgétaires, et utiliser les éléments ainsi rassemblés pour identifier des lacunes dans la mise en œuvre, les secteurs prioritaires pour le financement et même l'impact de la démarche (si des informations sur les performances sont disponibles). Deuxièmement, ils peuvent demander au gouvernement d'inclure un rapport descriptif, sur la manière de lier le budget aux objectifs ou aux cibles des ODD, dans la documentation du budget présentée au parlement avant l'adoption. Troisièmement, ils peuvent plaider pour l'inclusion du programme des ODD dans les fonctions de contrôle existantes des commissions. Israël, le Pakistan, la Tanzanie et le Royaume-Uni ont fait part de leurs efforts pour intégrer les ODD aux travaux des commissions parlementaires ou pour créer une commission parlementaire spécifique aux ODD. Au Royaume-Uni, par exemple, le Groupe parlementaire multipartite sur les objectifs mondiaux des Nations Unies en matière de développement durable rassemble des parlementaires pour débattre des ODD, les promouvoir et suivre leur mise en œuvre⁴⁷.

Enfin, la réalisation des ODD est autant une question de fixation de priorités que de budget. En utilisant les indicateurs sur les ODD pour éclairer les débats sur le budget, le parlement peut mobiliser nationalement l'attention de la population sur la réalisation des ODD.

45 Déclaration de Malé (2020).

46 Hege, E. et Brimont, L. (2018).

47 GIZ (2019), p. 17.

Exemple 8

L'Indonésie intègre les ODD dans ses commissions parlementaires

Au Parlement indonésien, les commissions parlementaires contrôlent les ODD de leur ministère respectif, en intégrant le développement durable dans leur mandat de contrôle⁴⁸. En outre, la Commission de la coopération interparlementaire coordonne les travaux du Parlement sur les ODD dans le cadre de son mandat global. La Commission a facilité l'organisation de plusieurs événements prestigieux relatifs aux ODD⁴⁹.

Trouver l'information sur l'avancement des ODD pour optimiser l'audit budgétaire

Les parlementaires ne peuvent pas examiner les décisions de crédit budgétaire du gouvernement sans tout d'abord comprendre dans quelle mesure les politiques existantes ont atteint leurs objectifs. Les informations sur les performances sont essentielles à cette compréhension. Certains parlements reçoivent des rapports descriptifs détaillés directement du gouvernement ou les demandent en fonction des besoins. Dans d'autres cas, les rapports sur les performances peuvent même être analysés par l'ISC, puis présentés devant le parlement pour un examen et un suivi plus approfondis.

Pourtant, il existe encore de nombreux pays dans lesquels les informations sur les performances ne parviennent pas au parlement ou aux commissions concernées, ce qui veut dire que ce travail essentiel ne peut être fait. Les parlements doivent changer cet état de fait s'ils veulent s'assurer que les politiques et les plans du gouvernement bénéficient aux citoyens. Les parlementaires feraient bien d'élargir les débats sur le budget, qui sont généralement limités à la conformité financière et juridique, afin d'inclure les performances et les résultats concernant les ODD. Cela pourrait se faire de concert avec le renforcement des relations entre les commissions, les services concernés du gouvernement et les ISC, afin d'encourager la recherche d'informations sur les performances là où elles sont disponibles. Les parlements pourraient également demander que les descriptifs des propositions de budget comportent une actualisation des progrès relatifs aux ODD.

Exemple 9

La Norvège et la Suède intègrent des rapports descriptifs sur les ODD dans les textes budgétaires

En Norvège, le Ministère des finances demande à chaque ministère de rédiger un court descriptif sur la manière dont ses activités concernent le (ou les) objectif(s) national et international qui est de son ressort. Les réponses sont ensuite rassemblées par le Ministère des finances, qui se sert de ces informations pour rédiger un chapitre consacré à l'avancement des ODD. Cela est ensuite ajouté à la proposition de budget présentée au parlement. Les ministères en Suède sont également encouragés à inclure des descriptifs dans les textes budgétaires afin d'indiquer les liens entre leur domaine de travail et les ODD. De récentes recherches montrent que le budget 2016 a fait état des ODD une centaine de fois, ce chiffre étant le double dans le budget 2017. Chacune de ces approches représente une manière relativement facile et accessible pour le gouvernement en vue de lier les propositions de budget à leurs contributions aux ODD⁵⁰.

Actions parlementaires potentielles

- Analyser les lois encadrant l'accès aux informations, examiner les rapports réguliers sur les dépenses et les performances émis par le gouvernement, et participer à des examens des dépenses du gouvernement.
- S'assurer que le parlement vote les stratégies nationales de développement et participer aux dialogues de coordination nationale et par secteur pour les ODD.

48 Fitsilis, F. et Zisioglou, E. (2019).

49 Fitsilis, F. et De Vrieze, F. (2020).

50 Hege, E. et Brimont, L. (2018).

- Veiller à ce que le gouvernement traduise les ODD dans les stratégies nationales de développement.
- Participer proactivement aux processus liés aux examens nationaux volontaires.
- Suivre l'avancement du budget par rapport aux ODD et aux cibles.
- Demander que les descriptifs des propositions de budgets incluent l'avancement sur les ODD.
- Intégrer le programme des ODD dans les fonctions de contrôle des commissions.
- Utiliser les indicateurs sur les ODD pour illustrer les progrès sur le plan national et enrichir le débat sur le budget.

Sujets de réflexion

1. Comment est-ce que votre parlement suit l'avancement des ODD ?
2. De quelles manières est-ce que votre stratégie nationale de développement intègre les Objectifs de développement durable ?
3. Comment évalueriez-vous les performances de votre gouvernement pour ce qui est de tenir son engagement en matière de réalisation des ODD ?
4. À quand remonte le dernier examen national volontaire de votre pays ? De quelle(s) manière(s) est-ce que le parlement y a participé ?
5. Comment est-ce que votre commission peut intégrer les ODD dans ses fonctions actuelles ?
6. À quel stade du processus budgétaire est-ce que votre parlement s'exprime le plus sur les ODD ?



Bogor (Indonésie). Collecte de déchets plastiques sur le fleuve Ciliwung le 21 mars 2021, veille de la Journée mondiale de l'eau. © Adriana Adie/NurPhoto

Conclusion

Renforcer le rôle des parlements et des parlementaires en matière de financement des ODD

La pandémie de COVID-19 et la crise qui a suivi ont fait des ravages sur les économies dans le monde. De nombreux pays sont en train d'adapter leurs priorités nationales, dans le sillage de la COVID-19, et de développer des plans de relance. Le réajustement des budgets nationaux peut influencer sur l'avancement des ODD, car les fonds passent des objectifs de développement à long terme à des mesures de reprise plus immédiates. La réorientation des financements et la redéfinition des priorités nationales peuvent également saper l'action sur les changements climatiques, dans le cadre de l'Accord de Paris, et la réduction des risques de catastrophes, par le truchement du Cadre de Sendai, ce qui entravera le développement durable. En dépit de conséquences négatives de grande ampleur, la pandémie a créé une opportunité pour intégrer les efforts de financement des ODD et d'autres accords internationaux en mettant en adéquation les efforts de reprise avec ces programmes.

Les parlementaires doivent s'assurer que les recettes existantes sont utilisées au mieux, que les dépenses sont affectées de manière adéquate en faveur d'objectifs durables et cohérents, et que les budgets font l'objet d'un suivi prenant en compte les cibles des ODD. Dans leur travail d'optimisation des ressources disponibles, les parlementaires doivent se rappeler qu'ils occupent un espace unique entre le gouvernement et les citoyens. Grâce à ce positionnement, le parlement peut profiter de nombreuses opportunités pour faire évoluer les stratégies nationales de développement en faveur des ODD, pour un coût supplémentaire minimum vis-à-vis des citoyens ou du pays.

Étant donné les priorités concurrentes et les bouleversements économiques et sociaux, une volonté politique est plus que jamais nécessaire. Les parlementaires jouent également un rôle crucial pour que les ODD restent prioritaires parmi les préoccupations politiques et pour mobiliser les citoyens sur ce thème très important. Les parlements et les parlementaires doivent s'assurer que des fonds adéquats sont consacrés aux ODD afin que les populations et les pays puissent en bénéficier. Il s'agit potentiellement de faire le choix d'un avenir durable et équitable pour les citoyens ou de prendre une voie contraire.

Liste des encadrés

- Encadré 1 Privilégier le thème du développement durable dans l'opinion publique
- Encadré 2 Prendre en compte le lien entre le genre et l'impôt
- Encadré 3 Faire des ODD des outils de suivi
- Encadré 4 S'appuyer sur des examens nationaux volontaires pour promouvoir le débat

Liste des exemples

- Exemple 1 La Colombie applique les revenus de la taxe carbone aux Objectifs de développement durable
- Exemple 2 L'Afrique du Sud met en œuvre des taxes liées à la santé pour accroître ses revenus
- Exemple 3 La Finlande commence à progressivement abandonner les subventions préjudiciables
- Exemple 4 La Corée du Sud annonce une nouvelle donne écologique en faveur du développement durable et de la création d'emplois
- Exemple 5 La Nouvelle-Zélande développe des indicateurs statistiques pour étayer les processus décisionnels stratégiques
- Exemple 6 La Slovénie met en adéquation les ODD avec sa stratégie nationale de développement
- Exemple 7 Le Bhoutan intègre les ODD à sa stratégie de bonheur national brut
- Exemple 8 L'Indonésie intègre les ODD dans ses commissions parlementaires
- Exemple 9 La Norvège et la Suède intègrent des rapports descriptifs sur les ODD dans les textes budgétaires

Références⁵¹

- Carl, J. et Fedor, D., "Tracking global carbon revenues : A survey of carbon taxes versus cap-and-trade in the real world", *Energy Policy*, Vol. 96 (2016), 50–77 : <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2016.05.023>.
- Carson, L. et al., *Prospects for aid at times of crisis*, Overseas Development Institute (ODI) Working Paper 606 (2021) : https://cdn.odi.org/media/documents/wp-prospects_for_aid_at_times_of_crisis_final0403_v4.pdf.
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Partners for Review: Voluntary National Reviews Submitted to the 2019 High-Level Political Forum for Sustainable Development – a Comparative Analysis (Bonn : GIZ, 2019) : <https://www.partners-for-review.de/wp-content/uploads/2020/12/P4R-Analysis-VNRs-2019.pdf>.
- Development Initiatives, "ODA in 2020: What does the OECD DAC preliminary data tell us?" 21 avril 2021 : <https://devinit.org/resources/oda-2020-what-does-oecd-dac-preliminary-data-tell-us/>.
- De Vrieze, F. et Hasson, V., *Post-legislative scrutiny: Comparative study of practices of post-legislative scrutiny in selected parliaments and the rationale for its place in democracy assistance* (Londres : Westminster Foundation for Democracy, 2017) : <https://www.wfd.org/wp-content/uploads/2018/07/Comparative-Study-PLS-WEB.pdf>.
- Dubrow, G., *The Role of Parliament in Public Debt Management: Weathering the COVID-19 Crisis and Beyond*. (Londres : Westminster Foundation for Democracy (WFD), 2020) : https://www.wfd.org/wp-content/uploads/2020/07/2020-05-26-WFD_Public-Debt-Management_single-pages_final.pdf.
- Fitsilis, F. et De Vrieze, F., "How parliaments monitor sustainable development goals – a ground for application of post legislative scrutiny", *The Journal of Legislative Studies*, Vol. 26, No. 3 (2020), 448–468 : <https://doi.org/10.1080/13572334.2020.1772445>.
- Fitsilis, F. et Zisioglou, E. "Dataset on parliamentary involvement in SDG monitoring" (2019) : <https://doi.org/10.6084/m9.figshare.7945628.v2>.
- Fourie, W., "Aligning South Africa's National Development Plan with the 2030 Agenda's Sustainable Development Goals: Guidelines from the Policy Coherence for Development movement", *Sustainable Development*, Vol. 26, No. 4 (2018), 765–771 : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/sd.1745>.
- Global Financial Integrity, "Illicit financial flows" : <https://gfintegrity.org/issue/illicit-financial-flows/>
- Gouvernement de Sierra Leone, *2019 VNR Report on SDGs in Sierra Leone* (2019) : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23378Sierra_Leone_VNR_FINAL.pdf.
- Gouvernement d'Afrique du Sud, *South Africa's Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development: Solving Complex Challenges Together: Voluntary National Review (VNR) Report 2019* (2019) : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23402SOUTH_AFRICA_RSA_Voluntary_National_Review_Report_Final__14_June_2019.pdf.
- Hassan, M.S., Mohd Hed, N. et Kamilan, I.H., "Parliamentary reforms and Sustainable Development Goals (SDG) : the way forward for an inclusive and sustainable parliament", *The Journal of Legislative Studies* (2021) : <https://doi.org/10.1080/13572334.2021.1893983>.
- Hege, E. et Brimont, L. *Integrating SDGs into national budgetary processes* (Paris : Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), 2018) : https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20iddri/Etude/201807-ST0518-SDGs-budget-EN_1.pdf.
- Horan, D. "Compensation strategies to enact new governance frameworks for SDG transformations", *Public Sector Economics*, Vol. 43, No. 4 (2019), 375–400 : <http://www.pse-journal.hr/upload/files/pse/2019/4/3.pdf>.
- International Budget Partnership (IBP), *Budget Brief: Tracking Spending on the SDGs: What Have we Learned From the MDGs?* (2017) : <https://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/tracking-spending-sustainable-development-goals-ibp-budget-brief-2017.pdf>.
- IBP, *Open Budget Survey 2019* (2019) : https://www.internationalbudget.org/sites/default/files/2020-04/2019_Report_EN.pdf.

51 Tous les liens ont été vérifiés et étaient actifs le 17 août 2021.




- International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA), *Innovations for Sustainability: Pathways to an efficient and post-pandemic future. 3rd Report prepared by The World in 2050 initiative* (Laxenburg: IIASA, 2020) : <http://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/16533/1/TWI2050-web-2.pdf>.
- Fonds monétaire international (FMI), *IMF Policy Paper: Update on the Joint IMF-WB Multipronged Approach to Address Debt Vulnerabilities* (Washington, D.C. : IMF, 2020) : <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2020/12/10/Update-on-the-Joint-IMF-WB-Multipronged-Approach-to-Address-Debt-Vulnerabilities-49946>.
- Union interparlementaire (UIP), *Les ODD à l'usage des parlements – outil d'auto-évaluation* (Genève: UIP, 2016) : <https://www.ipu.org/resources/publications/toolkits/2017-01/parliaments-and-sustainable-development-goals-self-assessment-toolkit>.
- UIP, « Objectifs de développement durable » (2018) : <https://www.ipu.org/fr/notre-impact/developpement-durable/objectifs-de-developpement-durable>.
- UIP, *Le rôle du libre-échange équitable et de l'investissement dans la réalisation des ODD, particulièrement en matière d'égalité économique et d'infrastructure, d'industrialisation et d'innovation durables*, résolution adoptée à l'unanimité par la 140^e Assemblée de l'UIP (Doha, 10 avril 2019) : https://www.ipu.org/sites/default/files/documents/point_5-resolution-c-ii_fw.pdf.
- UIP, *Institutionalization of the Sustainable Development Goals in the work of parliament* (2019) : https://www.ipu.org/sites/default/files/documents/sdg_survey_analysis-final-e.pdf.
- UIP, « Objectifs de développement durable : davantage de parlements évaluent les progrès réalisés » (2020) : <https://www.ipu.org/fr/actualites/actualites-en-bref/2020-12/objectifs-de-developpement-durable-davantage-de-parlements-evaluent-les-progres-realises>.
- UIP et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Lignes directrices pour renforcer la participation et la contribution des parlements à une coopération efficace pour le développement* (Genève: UIP, 2020) : <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/guides/2020-09/lignes-directrices-pour-renforcer-la-participation-et-la-contribution-des-parlements-une-cooperation-efficace>.
- Banque islamique de développement (BID), Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) et PNUD, *Parliament's Role in Implementing the Sustainable Development Goals: A Parliamentary Handbook* (BID, GOPAC et PNUD, 2017) : <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/parliaments%20role%20in%20implementing%20the%20SDGs.pdf>.
- Kirk, D., "Korea Reveals 'New Deal' Designed To Boost Jobs, Revive Sagging Economy", 14 juillet 2020 : <https://www.forbes.com/sites/donaldkirk/2020/07/14/koreas-reveals-new-deal-designed-to-boost-jobs-revive-sagging-economy/#7b17f8423250>.
- Le Blanc, D., "Towards integration at last? The Sustainable Development Goals as a Network of Targets," *Sustainable Development*, Vol. 23, No. 3 (2015), 176–187 : <https://doi.org/10.1002/sd.1582>.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Better Policies for Sustainable Development 2016: A New Framework for Policy Coherence* (Paris : OCDE, 2016) : https://www.oecd-ilibrary.org/development/better-policies-for-sustainable-development-2016_9789264256996-en.
- OCDE, *Mettre la relance verte au service de l'emploi, des revenus et de la croissance* (2020a) : <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/mettre-la-relance-verte-au-service-de-l-emploi-des-revenus-et-de-la-croissance-899c5467>.
- OCDE, *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest for People and Planet* (Paris: OCDE, 2020b) : <https://www.oecd.org/development/global-outlook-on-financing-for-sustainable-development-2021-e3c30a9a-en.htm>.
- OCDE, *The impact of the coronavirus (COVID-19) crisis on development finance* (2020c) : <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-the-coronavirus-covid-19-crisis-on-development-finance-9de00b3b/>.
- OCDE, "Aide publique au développement : définition et champ couvert" (2018) : <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm>.
- OCDE, "Les dépenses liées au COVID-19 ont contribué à hisser l'aide extérieure à un niveau sans précédent en 2020, mais l'effort doit être intensifié" (13 avril 2021) : <https://www.oecd.org/fr/presse/les-depenses-liees-au-covid-19-ont-contribue-a-hisser-l-aide-exterieure-a-un-niveau-sans-precedent-en-2020-mais-l-effort-doit-etre-intensifiee.htm>.
- OCDE et PNUD, *Vers une coopération pour le développement plus efficace: Rapport d'étape 2019* (Paris : OCDE, 2019) : <https://www.oecd.org/fr/publications/vers-une-cooperation-pour-le-developpement-plus-efficace-6acb4dc0-fr.htm>.

- ParlAmericas et PNUD, *Parliament's Role in Implementing the Sustainable Development Goals: An Adapted Version for the Americas and the Caribbean* (Ottawa : ParlAmericas, 2019) : https://www.parlAmericas.org/uploads/documents/ENG_Publication_SDGs.pdf.
- Bureau du Premier Ministre finlandais, *Towards the Finland we want by 2050: The state of sustainable development in 2020 in light of indicators and comparative studies* (Helsinki : Bureau du Premier Ministre finlandais, 2020a) : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26264VNR_2020_Annex_2.pdf.
- Bureau du Premier Ministre finlandais, *Voluntary National Review 2020: Finland: Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development* (Helsinki : Bureau du Premier Ministre finlandais, 2020b) : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26261VNR_Report_Finland_2020.pdf.
- Renn, O., "Five strategies to boost the Sustainable Development Goals" (6 septembre 2019) : <https://www.eco-business.com/opinion/five-strategies-to-boost-the-sustainable-development-goals/>.
- Renn, O., "The call for sustainable and resilient policies in the COVID-19 crisis: How can they be interpreted and implemented?"; *Sustainability*, Vol. 12, No. 16 (2020) : https://publications.iass-potsdam.de/rest/items/item_6000306_2/component/file_6000307/content.
- Sachs, J. et al., "Six Transformations to achieve the Sustainable Development Goals", *Nature Sustainability*, Vol. 2 (2019), 805–814 : <https://www.nature.com/articles/s41893-019-0352-9>.
- Sachs, J. et al., *The Sustainable Development Goals and Covid-19. Sustainable Development Report 2020* (Cambridge : Cambridge University Press, 2020) : <https://sdgindex.org/reports/sustainable-development-report-2020/>.
- Shaxson, N., "Tackling tax havens", *Finance and Development*, Vol. 56, No. 3 (2019), 6–10 : <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/022/0056/003/article-A003-en.xml>.
- Stats NZ, "Indicators Aotearoa New Zealand – Nga Tutohu Aotearoa" (2019) : <https://www.stats.govt.nz/indicators-and-snapshots/indicators-aotearoa-new-zealand-nga-tutohu-aotearoa/>.
- Nations Unies, *Programme d'action d'Addis Abeba de la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement* (New York : Nations Unies, 2015a) : https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/CONF.227/L.1&Lang=F.
- Nations Unies, *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015, A/RES/70/1 (2015b) : https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Resolution_A_RES_70_1_FR.pdf.
- Nations Unies, *Accord de Paris* (2015c) : https://treaties.un.org/doc/Treaties/2016/02/20160215%2006-03%20PM/Ch_XXVII-7-d.pdf.
- Nations Unies, *Financing for Sustainable Development Report 2020: Report of the Inter-Agency Task Force on Financing for Development* (New York : United Nations, 2020a) : https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/FSDR_2020.pdf.
- Nations Unies, *Le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà : ensemble d'options à l'attention des chefs d'État et de gouvernement*. (New York : Nations Unies, 2020b) : <https://www.un.org/en/coronavirus/financing-development>.
- Nations Unies, *The Sustainable Development Goals Report 2020* (New York : Nations Unies, 2020c) : <https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2020.pdf>.
- United Nations, *Financing for Sustainable Development Report 2021: Report of the Inter-Agency Task Force on Financing for Development* (New York : Nations Unies, 2021) : https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/FSDR_2021.pdf.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Financing the SDGs in the Pacific islands: Opportunities, Challenges and Ways Forward: Discussion Paper* (New York : PNUD, 2017) : <https://www.undp.org/publications/financing-sdgs-pacific-islands-opportunities-challenges-and-ways-forward#modal-publication-download>.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), *Conceptual Framework for the Statistical Measurement of Illicit Financial Flows* (Vienne : ONUDC, 2020) : https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/IFF/IFF_Conceptual_Framework_FINAL.pdf.
- Banque mondiale, *Using Carbon Revenues* (Washington, D.C. : Banque mondiale, 2019) : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/685291565941690701/pdf/Using-Carbon-Revenues.pdf>.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS), *Health Taxes: A Primer* (Genève : OMS, 2019) : <https://www.who.int/publications/i/item/WHO-UHC-HGF-Policy-brief-19.7>.



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

 +41 22 919 41 50
 +41 22 919 41 60
 postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org